



**Assemblée générale**

Distr.  
LIMITÉE

A/CN.4/L.666/Rev.1  
1<sup>er</sup> juin 2005

FRANÇAIS  
Original: ANGLAIS

---

COMMISSION DU DROIT INTERNATIONAL  
Cinquante-septième session  
Genève, 2 mai-3 juin 2005 et  
11 juillet-5 août 2005

**RESPONSABILITÉ DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES**

**Titres et libellés du projet d'articles adopté par le Comité de rédaction  
le 27 mai 2005**

**PREMIÈRE PARTIE**

**LE FAIT INTERNATIONALEMENT ILLICITE D'UNE  
ORGANISATION INTERNATIONALE**

**CHAPITRE PREMIER**

**Introduction**

**[Art. 1, 2 et 3]**

**CHAPITRE II**

**Attribution d'un comportement à une organisation internationale**

**[Art. 4, 5, 6 et 7]**

## CHAPITRE III

### **Violation d'une obligation internationale**

#### **Article 8**

##### **Existence de la violation d'une obligation internationale**

1. Il y a violation d'une obligation internationale par une organisation internationale lorsqu'un fait de ladite organisation n'est pas conforme à ce qui est requis d'elle en vertu de cette obligation, quelle que soit l'origine ou la nature de celle-ci.
2. Le paragraphe 1 s'applique également à la violation d'une obligation relevant du droit international énoncée par une règle de l'organisation.

#### **Article 9**

##### **Obligation internationale en vigueur à l'égard d'une organisation internationale**

Le fait d'une organisation internationale ne constitue pas une violation d'une obligation internationale à moins que l'organisation internationale ne soit liée par ladite obligation au moment où le fait se produit.

#### **Article 10**

##### **Extension dans le temps de la violation d'une obligation internationale**

1. La violation d'une obligation internationale par le fait d'une organisation internationale n'ayant pas un caractère continu a lieu au moment où le fait se produit, même si ses effets perdurent.
2. La violation d'une obligation internationale par le fait d'une organisation internationale ayant un caractère continu s'étend sur toute la période durant laquelle le fait continue et reste non conforme à l'obligation internationale.
3. La violation d'une obligation internationale requérant d'une organisation internationale qu'elle prévienne un événement donné a lieu au moment où l'événement survient et s'étend sur toute la période durant laquelle l'événement continue et reste non conforme à cette obligation.

## **Article 11**

### **Violation constituée par un fait composite**

1. La violation d'une obligation internationale par une organisation internationale à raison d'une série d'actions ou d'omissions, définie dans son ensemble comme illicite, a lieu quand se produit l'action ou l'omission qui, conjuguée aux autres actions ou omissions, suffit à constituer le fait illicite.
2. Dans un tel cas, la violation s'étend sur toute la période débutant avec la première des actions ou omissions de la série et dure aussi longtemps que ces actions ou omissions se répètent et restent non conformes à l'obligation internationale.

## **CHAPITRE IV**

### **Responsabilité d'une organisation internationale à raison du fait d'un État ou d'une autre organisation internationale**

#### **Article 12**

##### **Aide ou assistance dans la commission du fait internationalement illicite**

Une organisation internationale qui aide ou assiste un État ou une autre organisation internationale dans la commission du fait internationalement illicite par cet État ou cette organisation est internationalement responsable pour avoir agi de la sorte dans le cas où:

- a) Ladite organisation agit ainsi en connaissance des circonstances du fait internationalement illicite; et
- b) Le fait serait internationalement illicite s'il était commis par cette organisation.

#### **Article 13**

##### **Directives et contrôle dans la commission du fait internationalement illicite**

Une organisation internationale qui donne des directives à un État ou à une autre organisation internationale et qui exerce un contrôle dans la commission du fait internationalement illicite par cet État ou cette organisation est internationalement responsable de ce fait dans le cas où:

- a) Ladite organisation agit ainsi en connaissance des circonstances du fait internationalement illicite; et
- b) Le fait serait internationalement illicite s'il était commis par cette organisation.

#### **Article 14**

##### **Contrainte sur un État ou une autre organisation internationale**

Une organisation internationale qui contraint un État ou une autre organisation internationale à commettre un fait est internationalement responsable de ce fait dans le cas où:

- a) Le fait constituerait, en l'absence de contrainte, un fait internationalement illicite de l'État ou de l'organisation internationale soumis à la contrainte; et
- b) L'organisation internationale qui exerce la contrainte agit en connaissance des circonstances dudit fait.

#### **Article 15 [16]\***

##### **Décisions, recommandations et autorisations adressées aux États membres et organisations internationales membres**

1. Une organisation internationale engage sa responsabilité internationale si elle adopte une décision obligeant un État membre ou une organisation internationale membre à commettre un fait qui serait internationalement illicite s'il était commis par elle et qui la soustrairait à une obligation internationale.
2. Une organisation internationale engage sa responsabilité internationale si:
  - a) Elle autorise un État membre ou une organisation internationale membre à commettre un fait qui serait internationalement illicite s'il était commis par elle et qui la soustrairait à une obligation internationale, ou si elle recommande à un État membre ou à une organisation internationale membre de commettre un tel fait; et

---

\* Le chiffre entre crochets renvoie à l'article correspondant dans le troisième rapport du Rapporteur spécial, A/CN.4/553.

b) Cet État ou cette organisation internationale commet le fait en question en s'appuyant sur cette autorisation ou cette recommandation.

3. Les paragraphes 1 et 2 s'appliquent que le fait en question soit ou non internationalement illicite pour l'État membre ou l'organisation internationale membre auquel s'adresse la décision, l'autorisation ou la recommandation.

### **Article 16 [15] \***

#### **Effet du présent chapitre**

Le présent chapitre est sans préjudice de la responsabilité internationale de l'État ou de l'organisation internationale qui commet le fait en question, ou de tout autre État ou organisation internationale.

-----

---

\* Le chiffre entre crochets renvoie à l'article correspondant dans le troisième rapport du Rapporteur spécial, A/CN.4/553.